

L'Action sociale, une initiation à la vie politique?

Sheila Abbey Finestone, three times president of the Québec Federation of Women, of which she has been a member since 1970, believes strongly in the usefulness of feminist associations as means of influencing public policy and as a training ground for political action of a more official nature.

Quand on pense à la vie politique, on associe généralement à cette expression nos députés et conseillers municipaux qui nous représentent, votent des lois ou encore prennent des décisions dont les répercussions se feront sentir sur toute la population. Pour la simple raison qu'ils nous représentent, peut-on être vraiment sûres qu'ils sauront défendre nos intérêts en tant que citoyennes? N'y aurait-il pas un autre moyen de se faire entendre auprès d'eux?

Face à ce doute, il y a lieu de s'interroger sur l'influence qu'ont les associations féministes auprès de ces élu/e/s du peuple. Les associations à caractère social ne feraient-elles pas de la politique sans le savoir puisqu'elles proposent des recommandations, participent à des prises de décisions, écrivent des mémoires qu'elles présentent en commission parlementaire, rendent visite ou écrivent à leurs députés et ministres, et j'en passe.

A force de frapper à des portes, ces associations ont sûrement un impact sur ces haut-fonctionnaires, car ceux-ci auront à prendre des décisions en tenant compte des opinions émises par elles; elles représentent un bon nombre d'électrices.

J'aimerais vous parler de mon expérience comme membre de la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) depuis 1970 et en tant que sa présidente de 1977 à 1980. Rappelons que depuis 1966, la FFQ est un des principaux mouvements féministes au Québec travaillant à la promotion des droits, à l'égalité sociale, politique et économique des femmes. Selon le désir des fondatrices, la FFQ se devait de rassembler des femmes de toute origine ethnique, des moins favorisées aux plus favorisées et dont les options politiques pouvaient s'échelonner de la 'gauche' à la 'droite'. En plus de me procurer une expérience administrative intéressante en collaboration avec les membres du conseil d'administration, les membres individuels et les associations affiliées, ce fut pour moi une occasion de veiller non seulement à l'atteinte des objectifs de la FFQ mais aussi d'amener les femmes à s'organiser en prenant conscience de leur force et des dimensions politiques des problèmes qui les touchent particulièrement.

Permettre aux femmes de prendre confiance en elles-mêmes par des stages de formation au leadership, des cours d'initiation à la vie politique et à la vie économique ou sur la démystification des mécanismes du monde du travail m'apparaissait comme des préalables essentiels pour faire valoir leurs préoccupations auprès des gouvernements. Administrer, c'est prévoir. Prévoir le recrutement, les budgets, voir au personnel permanent. J'ai dû travailler avec des personnes d'allégeance politique, d'origine ethnique et religieuse différentes. En fait, la FFQ représente à une échelle réduite le pluralisme de notre société québécoise.

Grâce à la diversité de nos membres et à leur volonté collective, des changements majeurs ont été ou sont en voie d'être apportés aux lois touchant la violence, la situation économique et les conditions de travail des femmes.



Sheila Abbey-Finestone

C'est toujours dans le but de provoquer des changements et de créer la solidarité que nous avons poursuivi une collaboration de tous les instants avec des organismes gouvernementaux, para-gouvernementaux ainsi qu'avec des organismes non-affiliés, tels le Conseil du statut de la femme, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, le Comité national d'action, les Femmes indiennes, les nombreux comités de la condition féminine des syndicats et des partis politiques. A de nombreuses occasions, nous avons organisé ou participé à des fronts communs ou des actions collectives. Je pense au Prix Yvette Rousseau, les congés de maternité, la perception des pensions alimentaires, les Etats généraux des travailleuses salariées.

Dans nos démarches auprès des pouvoirs publics, un principe a dominé: être perçues dans les lois et les règlements comme citoyennes à part entière. Dans nos interventions, nous avons cherché à exprimer les attentes et les besoins des Québécoises dans un contexte actuel. Nous avons approché nos gouvernements à propos d'un grand nombre de problèmes: les conditions minimales de travail, et le travail à temps partiel, la politique d'ensemble sur la condition féminine, le rôle du volontariat dans la société, les garderies, la situation économique des femmes, c'est-à-dire les impôts, les pensions, le régime des rentes, l'accès des femmes à l'éducation, les stéréotypes sexistes dans les médias, les droits et libertés de la personne, le droit de la famille, la réforme du Code criminel au sujet du viol, de l'avortement et de la pornographie. Pour chacun de ces problèmes, il fallait trouver au cours de nos échanges au conseil d'administration un consensus plutôt que l'unanimité.

Cependant, tout ne sera pas résolu par les seuls changements de lois. Il faut également changer la mentalité des hommes et des femmes face à l'évolution de la condition féminine, ce qui représente un travail de longue haleine que chacun/e/d'entre nous doit faire individuellement.

Je dois ajouter que cette expérience à la FFQ m'a ouvert de nombreux horizons qui resteront présents dans mon esprit et mon cœur. Cela m'a permis aussi de dialoguer tant avec les femmes de la base qu'avec nos représentants aux gouvernements. Bien que les femmes regroupées en associations ne puissent que proposer des changements, il n'en demeure pas moins que plus les femmes manifesteront leur accord ou leur désaccord face à des projets de loi ou programmes sociaux qui les concernent, plus les députés, ministres et organismes reliés au problème tiendront compte de leurs revendications.

Représenter 52% de la population, c'est une force. Croyons-y!... à condition d'utiliser avec conviction la parole et l'action qui sont nos principaux outils de revendication. Dans ce sens, l'action sociale est vraiment une initiation à la vie politique. ©

Propos de Sheila Abbey Finestone recueillis par Chantal Leduc.

Chantal Leduc